

MATÉRIALISMES

JOURNAL MURAL
D'INFORMATION ET DE CORRESPONDANCE

N°73. 21 AOÛT 2016
DIFFUSION MILITANTE

**SOMMAIRE : L. CIRILLO, SE CONSTRUIRE
DANS LA CLASSE PROBABLE.**

Communication

**UNIVERSITÉ
D'ÉTÉ DU NPA
DU 23 AU 26 AOÛT
À PORT-LEUCATE**

CHAQUE SEMAINE, LISEZ NOTRE REVUE DE PRESSE MILITANTE,

rouge

Revue de presse militante d'information et de mobilisation **ANTICAPITALISTE** - n°21 - 21/08/2016
Publié par **MATÉRIALISMES** avec le Comité NPA Reims   **hebdo** MATERIALISMES.WORDPRESS.COM

[HTTP://MATERIALISMES.WORDPRESS.COM/](http://MATERIALISMES.WORDPRESS.COM/)



SE CONSTRUIRE DANS LA CLASSE PROBABLE

LIDIA CIRILLO ¹

On a appelé « mouvement ouvrier » un ensemble aux limites floues, conflictuel même en son sein mais synergique malgré tout. Cet ensemble comprenait les « États ouvriers bureaucratiquement dégénérés » (peu importe ici si l'expression rendait la réalité) ; de solides appareils, qui avaient privé le travail salarié du pouvoir de décider, mais qui en subissaient en même temps les pressions ; des secteurs structurellement forts de la classe ouvrière industrielle avec leur propre culture ; des structures de partis, capables d'organiser des secteurs populaires ; des intellectuels marxistes qui ont rempli les bibliothèques de discussions, polémiques, lectures et relectures ; le bon sens de la base militante qui absorbait de manière indirecte et simplifiée la production théorique ; des mouvements de libération nationale qui cherchaient la protection de l'Union soviétique et qui s'aventuraient dans la construction de socialismes nationaux plus ou moins crédibles ; une base électorale stable et correspondant en grande partie à une classe, etc.

Cet ensemble subit depuis longtemps des disparitions, des métamorphoses et des décompositions. Les États dits ouvriers ont disparu ; les partis de lointaine origine

ouvrière ont subi des métamorphoses – complètes dans certains cas ; les liens qui nous ont permis de penser le mouvement ouvrier comme un ensemble synergique se sont décomposés ; la révolte des sociétés dévastées par des pratiques de type impérialiste se manifeste dans des formes très différentes de celles qui aspiraient au soutien de l'Union soviétique ou de la Chine.

Penser que cette dissolution massive de forces matérielles et de liens ait laissé intacts ses paradigmes, symboles et catégories d'analyse politique reviendrait à être dépourvu de tout critère matérialiste de lecture.

La IVe Internationale n'a pas fermé les yeux face aux dynamiques du présent. Ce n'est pas un hasard si une personnalité comme Daniel Bensaid, très estimé par *Communia*, en est issu. Elle s'est d'autre part ouverte au féminisme, aux luttes du mouvement LGBTI, aux problèmes liées à l'environnement et aux revendications des populations migrantes. On risque toutefois de tomber dans une pratique d'assemblage, alors que l'accumulation de phénomènes, de protagonistes et de

1. Article paru dans *Inprecor*, n° 629-630 juillet-août 2016. Lidia Cirillo milite dans la section italienne de la IVe Internationale depuis 1966. Elle est actuellement membre de l'organisation *Communia*, une des deux fractions publiques de la section italienne. Elle a été membre du Comité politique national du Parti de la refondation communiste (PRC, dit aussi Rifondazione). Militante féministe, animatrice de la Marche mondiale des femmes en Italie, elle est aussi fondatrice des *Quaderni Viola* (Cahiers violets), revue d'études féministes. Elle est l'auteure de nombreux livres, dont récemment : *Da Vladimir Ilich à Vladimir Luxuria – Soggetti di liberazione, rivoluzioni e potere* (De Vladimir Ilich à Vladimir Luxuria – Sujets de libération, révolutions et pouvoirs, 2007), *Il movimento delle lesbiche in Italia* (Le mouvement des lesbiennes en Italie, 2008), *L'emancipazione malata – Sguardi femministi sul lavoro che cambia* (L'émancipation malade – Regards féministes sur le travail qui change, 2010), *Sebben che siamo donne – Femminismo e lotta sindacale nella crisi* (Même si nous sommes femmes – Féminisme et lutte syndicale dans la crise, 2011), *Lotta di classe sul palcoscenico – I teatri occupati si raccontano* (Lutte de classe sur la scène – Les théâtres occupés se racontent, 2014).

thématiques différentes doit se répercuter nécessairement sur la logique des catégories et schémas politiques de pensée.

L'objection qui nous a été faite lors de réunions internationales, de généraliser quand nous parlons de la fin du mouvement ouvrier, n'a pas de sens. Le phénomène dont il est question (l'ensemble synergique) a eu une dimension mondiale ce qui rend nécessaire la généralisation. Ce qui ne peut être généralisé, ce sont les conséquences de la disparition-métamorphose-décomposition parce que ce qui a survécu de cet ensemble est très différent d'un pays à l'autre.

LA « CLASSE PROBABLE »

Une des conséquences de la désagrégation du mouvement ouvrier est qu'il n'existe pas aujourd'hui une classe au sens marxien du terme. Il existe naturellement un prolétariat vaste comme jamais auparavant et des syndicats encore conflictuels et il y a des fragments de classe de dimension différente selon les pays. Mais lorsque nous affirmons qu'il n'y a pas une classe, nous nous situons dans la parfaite orthodoxie marxienne. Notre aspiration n'est pas l'orthodoxie mais si cette affirmation doit être critiquée, la critique doit s'adresser avant tout à l'origine de notre arbre généalogique.

On le sait, Marx a écrit différentes choses, parfois contradictoires, au sujet des classes. Il était conscient de la nécessité d'élaborer une véritable théorie, mais la mort ne lui en a pas laissé le temps. Il existe toutefois un fil rouge qui traverse la pensée et la pratique militante de Marx qui désigne comme classe seulement la partie du prolétariat conscient de l'être, capable de reconnaître ses propres ennemis et d'agir en tant que classe. Dans l'Idéologie allemande il affirme que les différents individus constituent une classe lorsqu'ils doivent mener ensemble une bataille contre une autre classe. Dans le 18 Brumaire, se référant à la petite paysannerie propriétaire en France, il écrit que ces petits paysans ne sont pas une classe tout en étant une classe. Ils forment de fait une classe parce qu'ils vivent dans des conditions économiques qui différencient leur mode de vie, leurs intérêts et leur culture de ceux des autres classes. Ils ne sont pas une classe parce qu'ils ne forment pas une communauté et n'expriment pas une union et une organisation politique. Dans une lettre à Kugelmann, il parle de son programme comme moyen pour faciliter la transformation des ouvriers en classe. Il n'existe en somme pas une classe en soi, car une classe pour être telle doit être nécessairement pour soi. Donc la distinction opérée par Marx lui-même – et abandonnée ensuite – entre classe en soi et classe pour soi est en contradiction avec sa conviction de fond exprimée du début à la fin de sa vie politique.

Ce raisonnement nous mène-t-il au Parti (avec la majuscule) ? Non, la énième référence au mythique parti depuis toujours

invoqué et jamais construit n'ajoute aucun élément nouveau utile à la définition des tâches du présent. Assurément, être une classe pour le prolétariat ne peut se réaliser qu'à travers des institutions et des constructions politiques. Et le mouvement ouvrier du siècle dernier a été précisément une construction, évidemment pas dans le sens postmoderne du terme, mais dans le sens d'une construction de forces matérielles au sein de laquelle le travail salarié a eu un rôle partiel, contradictoire et intermittent, mais a réussi tout de même à agir en tant que classe.

Pour une construction future, nous devons prendre acte que nous ne construirons pas une organisation politique pour une classe qui existe déjà, comme nous nous y étions habitués pendant presque tout le siècle dernier : nous construirons une organisation politique au sein du processus de reconstruction d'une classe qui n'existe pas. Il s'agit dans ce contexte d'une différence de taille : ce sont les potentialités et les limites d'une classe qui déterminent ses expressions politiques. Le mouvement ouvrier a été en effet, dans ses points culminants, la réalisation des potentialités de la classe ouvrière industrielle, laquelle a néanmoins montré ses limites par les phénomènes de bureaucratization qu'elle a générés.

Pour l'heure, le prolétariat est seulement une « classe probable », comme l'appelle Bensaïd en citant Bourdieu, et nous savons très peu de cette classe. Nous savons qu'il existe un immense prolétariat, que sa composition est complexe, multiple et différente de celle du passé. Nous ignorons quels seront les secteurs qui auront la capacité d'agir en tant que classe, à travers quelles organisations, alliances, conflits et événements. De plus, ce que le féminisme appelle « intersection » rend plus difficile la tâche de désigner une composition de classe spécifique. La classe en effet rencontre des conditions de vie comme le genre, la génération, la race (vue comme un rapport de pouvoir et pas comme une donnée biologique) etc. Ces conditions donnent naissance à des subjectivités très différentes entre elles qui peuvent se renforcer réciproquement. Mais, dans le contexte actuel de dissolution des liens, elles ont tendance à isoler des résistances alors que l'appartenance à la même classe devrait les réunir.

L'extinction du mouvement ouvrier, la fluidité et l'incertitude actuelles ont forcément des retombés sur nos états d'âme aussi. Nous nous sentons plus libres et plus dépouillés. Les appareils, qui nous ont barré la route au XXe siècle abandonnent des champs vastes comme des prairies, mais en même temps, les synergies avec lesquelles nous comptons ne fonctionnent plus. Sous de nombreux aspects, tout est plus difficile et dangereux, mais la confrontation avec ce qui survit de la gauche est moins inégale pour nous.

LES DIFFÉRENTES VOIES DE LA RECONSTRUCTION

La fin du mouvement ouvrier et l'adhésion de ce qui fut la gauche au néolibéralisme ont produit des effets de différentes natures. Tout d'abord un phénomène apparemment traditionnel : des groupes dirigeants de la gauche elle-même qui ne se sont pas résignés à l'involution se sont séparés puis recomposés en formations politiques nouvelles. Il n'est pas possible de faire un bilan unique au niveau européen de ce phénomène, mais il est possible de le faire en ce qui concerne l'Italie. Et le bilan est que derrière l'apparence du phénomène déjà connu se cache un long processus de détérioration des liens entre des projets politiques et une classe. La perte d'une culture du conflit, les préoccupations exclusivement électorales et les limites de compréhension font de la gauche italienne un ensemble dans lequel il est plus facile de se perdre que de construire quelque chose. À partir de la naissance de Rifondazione un certain nombre de tentatives ont été faites et défaites. Après de longues années de cohabitation et de participation, nous avons décidé de ne plus courir après les tentatives de recomposition de couches politiques vouées à l'échec et qui aujourd'hui applaudissent les choix de Tsipras. On ne peut pas exclure que des expériences à venir aient une issue meilleure, mais nous n'avons ni l'envie ni le temps de parier et avons considéré plus utile de regarder ailleurs.

On assiste actuellement, dans un contexte d'aggravation de la crise, à d'autres dynamiques. Des luttes et des résistances sur des sujets et besoins spécifiques se sont multipliées ces dernières années : le travail, l'environnement, le logement, l'université, les coupes dans les budgets publics, l'occupation de terres ou espaces abandonnés etc. Une ample réalité, fragmentée, sans liens et souvent invisible caractérise encore aujourd'hui le conflit social en Italie. Y cohabitent entre autres des expériences d'un grand intérêt quant à leurs capacités à inventer de nouvelles manières de communication politique, des résistances spontanées qui produisent leurs propres porte-parole, des luttes de travailleurs loin des syndicats, des formes d'auto-organisation très combatives ou qui cherchent à survivre et à lutter sans la protection d'administrations locales « amies ».

Il faut comprendre les aspects contradictoires de cette réalité. Elle est sûrement l'effet négatif de la désagrégation des institutions et des connexions qui permettaient à la classe d'agir comme classe, mais elle est aussi l'expression d'une classe probable, davantage capable de s'auto-organiser et de devenir pour soi.

Nous avons décidé de nous mesurer avec cette réalité : d'être partie prenante des luttes et des formes d'auto-organisation à travers lesquelles, même de manière dissociée et épisodique, la classe probable se manifeste ; d'éviter de superposer au processus de formation de la classe des symboles et schémas d'une autre histoire. Ce choix nous

à obligés à reconnaître finalement et explicitement les éléments de discontinuité avec lesquels nous devons faire les comptes sur le plan symbolique, organisationnel, de la composition de classe et des modalités de lutte.

REDÉCOUVRIR L'AUTO-ORGANISATION

Pour *Communia*, l'auto-organisation est le levier pour la reconstruction d'une organisation politique, de son projet et de son horizon stratégique. Au discrédit accumulé par les partis, il y a une réponse seulement, capable d'augmenter la participation et la conscience, c'est-à-dire l'invitation faite aux jeunes de prendre leur destin en mains. Peut-on encore proposer aux jeunes le énième parti après les expériences de ces dernières années ? N'est-il pas mieux de les mettre immédiatement face à l'exigence stratégique de construire une organisation politique « à partir de soi », de ses propres besoins et de sa capacité d'auto-organisation ? De plus, l'auto-organisation est pour les fragments de classe le moyen d'être présents sur la scène politique, et nous construire en leur sein nous permet de comprendre les directions et les dynamiques du conflit social.

Enfin l'auto-organisation est la condition nécessaire pour contrer toute répétition des phénomènes de bureaucratisation qui ont porté à sa perte le mouvement ouvrier du XXe siècle. Elle représente l'exercice du pouvoir de la classe sans pouvoir, dont parlait Ernest Mandel. L'auto-organisation a été partie intégrante du marxisme révolutionnaire depuis la leçon de la Commune, en passant par le rôle de Trotski en 1905, le rapport avec les Soviets de 1917, jusqu'à la critique de la bureaucratie, l'expérience des Conseils et les pratiques de mouvement de la IVe Internationale. Cette trajectoire n'a pas été absente de contradictions, graves parfois, dues aux limites d'un contexte et de la composition de la classe qui en a été protagoniste. Le bilan de l'expérience du mouvement ouvrier du siècle dernier et une composition de classe différente obligent aujourd'hui à relancer l'auto-organisation comme base de la construction de l'organisation politique elle-même.

LE SENS DES SYMBOLES CHANGE LUI AUSSI

Il faut prendre acte que noms et symboles peuvent changer radicalement de sens. Nous avons par le passé déjà des difficultés à justifier pourquoi nous avons les mêmes noms et symboles que des partis qui avaient bâti le Goulag et supprimé toute institution possible de démocratie. Mais à l'époque dominait la justification d'un parti communiste puissant qui organisait et contrôlait des secteurs importants et conflictuels de la classe ouvrière. L'analogie servait alors à signaler la proximité, l'origine commune et l'appartenance à la même classe. Aujourd'hui, même en Italie il n'y a plus aucune raison rationnelle à se présenter avec une identité complètement différente de ce que nous sommes et projetons.

LE SECOURS MUTUEL ET LA CRISE DES CONQUÊTES PARTIELLES

La perte des synergies a entravé le mécanisme qui avait rendu possible les résistances et les conquêtes partielles. Les luttes, souvent organisées par les militants de la gauche révolutionnaire, contraignaient parfois les appareils à négocier entre revendications et institutions, tandis qu'aujourd'hui elles se heurtent à un mur de silence, un plafond de verre comme l'appelle le film de Marco Risi de 1991. La fragmentation des luttes, la métamorphose des gauches, la crise etc. ne sont pas les seules raisons pour lesquelles toute victoire semble impossible. Un facteur fondamental de cette difficulté à obtenir le moindre avantage est la distance qui sépare les centres décisionnels de toute possibilité de contrôle populaire. Le traité de Maastricht est en partie dépassé par la création d'organismes et de réglementations qui creusent encore davantage cet écart.

Cet état de fait représente la base matérielle d'une régression vers des formes de résistance qui rappellent par certains aspects celles du mouvement ouvrier à ses origines, à une époque où l'État ne garantissait encore aucune protection sociale. C'est pour cette raison que sont nées des pratiques de secours mutuel, qui offrent les prestations que l'État ne fournit plus. Parmi les expériences les plus intéressantes, citons seulement le dispensaire créé par du personnel sanitaire et des médecins bénévoles à Athènes pour lequel les féministes de *Communia* (avec d'autres) ont récolté de l'argent et des médicaments dans la phase la plus âpre du conflit social en Grèce. Le dispensaire d'Athènes ne cesse de réclamer à l'État de faire face à ses responsabilités. En même temps il fournit des prestations, tissant tout autour de lui un réseau de relations stables qui ne risquent pas de se désagréger après le recul des luttes. Une expérience intéressante de *Communia* répond au même besoin de contourner la crise du welfare et des conquêtes partielles. Un circuit de production – qui comprend une usine démantelée en Lombardie, une terre occupée en Toscane, de petits producteurs de la Calabre, des projets de mutuelles et de coopératives entre étudiants, paysans et personnes migrantes dans les Pouilles et dans la Basilicate – s'est créé pour assurer à ses participants un minimum de moyens de subsistance. Et pour montrer en même temps qu'il est possible de produire sans patron, sans polluer la terre et nuire à la santé, tout en payant un salaire digne de ce nom aux personnes migrantes.

Nous ne nous faisons naturellement aucune illusion sur la possibilité de créer une économie alternative au sein du marché capitaliste, mais sommes convaincus de pouvoir construire ainsi des formes de résistance, d'auto-organisation et de secours mutuel,

succédanés modestes mais indispensables, de conquêtes partielles dans une pratique de conflit.

JEUNESSE EN PRÉCARITÉ ET PRATIQUES D'OCCUPATION

La pratique des occupations fait partie intégrante des luttes populaires, bien avant la création du mouvement ouvrier du XXe siècle. Ces dernières décennies, des formes d'occupations spécifiques de secteurs de jeunes à la recherche de lieux de socialisation et de loisirs se sont diffusées en Italie. Ces occupations se sont faites souvent sous l'enseigne d'une idéologie.

Les théories qui ont opposé les secteurs les plus forts et les plus structurés du travail salarié au travail précaire des jeunes sont bien connues au-delà des frontières italiennes : les premiers, bénéficiaires d'un ample filet social, seraient contrôlés par les bureaucraties, les seconds, exclus de ces avantages et sans tradition d'organisation, devraient être considérés comme nouvel épicycle d'un conflit radical. Cette thèse, nous l'avons critiquée par le passé et ne nous sommes pas ravisés entretiens. Nous ferions fausse route si nous confondions une réalité concrète issue des processus de désagrégation du tissu social des métropoles avec une idéologie. La pratique des occupations a continué à s'étendre ainsi sous différentes influences ou aucune, comme une forme de recomposition de secteurs de jeunes privés de lieux de lutte car privés d'un lieu de travail. Il est évident qu'une force de travail dispersée, éloignée des centres névralgiques de production et des services essentiels a de grandes difficultés à s'organiser et à lutter.

Aujourd'hui il existe de bonnes raisons de considérer les jeunes précaires avec un intérêt plus grand qu'à l'époque où prévalait l'opposition absurde entre deux secteurs de la même classe.

Depuis environ trente-cinq ans, une grande partie des jeunes est devenue précaire et plus particulièrement les jeunes scolarisés. La mémoire du conflit de classe est là pour nous rappeler qu'une critique active des rapports sociaux est souvent le fruit de la jeunesse marginale et instruite et c'est cette logique-là qui a fait des étudiants des années 1960 une avant-garde. Aujourd'hui aussi, beaucoup de précaires sont des étudiants qui se considèrent avant tout comme précaires, car contraints à chercher des petits boulots en raison du coût élevé de leur formation et parce qu'il leur faudra se lancer dès que possible à la recherche d'une place de travail.

Ils représentent aussi un secteur important de la « classe probable » et ils ont des conditions de vie et des perspectives franchement pires que celles des générations précédentes. Un taux de chômage supérieur à 40 %, des niveaux élevés d'exploitation dans les jobs disponibles et la diffusion du travail gratuit font des jeu-

nes (avec les femmes et les immigrés) une des articulations du travail salarié qui paye le prix le plus élevé au néolibéralisme et à la crise.

Aujourd'hui, le besoin de résoudre des problèmes de survie économique est prépondérant lors des occupations. L'absence de marges de négociation politise, mais expose aussi à des risques de dérive de type corporatiste et de relations de dépendance vis-à-vis d'institutions « amies ».

Les occupations de théâtres et de « lieux de culture » ont été un exemple des capacités extraordinaires d'innovation des modalités de lutte et d'intelligence politique, mais quelquefois aussi d'illusions corporatistes. Dans ces situations, la production de films, d'œuvres théâtrales, de concerts, etc. a accompagné les discussions et les initiatives politiques. Une des plus intéressantes a été la tentative d'élaborer un droit aux occupations, un droit au squat, et de revendiquer leur légitimité en référence à l'article 42 de la Constitution, qui pose des limites à la propriété privé. Une enquête sur les occupations de théâtres réalisée par *Communia* pour produire du matériel utile à la discussion a été publiée aux éditions Alegre.

Ces considérations sont à la base de la décision d'adopter, partout où c'est possible, comme forme d'organisation, le centre social qui décuple le nombre de jeunes autour de nous. Il est certes difficile de garder et de politiser ces jeunes, mais le vide qui se crée immédiatement autour de l'image de parti, lui, ne se politise pas. Et ce plus particulièrement lorsque cette image n'est pas crédible au plan électoral, vers lequel mouvements et luttes se tournent souvent dans l'espoir de pouvoir négocier par la suite avec une administration « amie ». L'occupation, le squat, est indispensable parce que l'activité du centre social a besoin d'espaces qu'aucun groupe politique révolutionnaire-radical-antagoniste ne peut s'offrir. Mais elle est aussi et surtout un acte politique dans un pays où la spéculation immobilière a laissé à l'abandon des milliers d'espaces et d'édifices. En effet selon des statistiques récentes, l'Italie est le pays européen avec le plus grand nombre de logements inoccupés (50,7 % de tout le parc immobilier). De plus les occupations sont utiles aux expériences d'autogestion et de secours mutuel et ont pour cela une fonction formatrice que n'avaient pas les anciens centres sociaux, issus de l'ex-autonomie ouvrière. À Milan nous occupons le vaste siège d'une banque que nous venons de finir de rénover.

LES DIFFÉRENTES MANIÈRES DE DEVENIR CLASSE ET L'EXIGENCE D'UNE RESYNDICALISATION

Lorsque nous parlons de composition de classe, nous nous référons à une question spécifique. Dans l'histoire contemporaine la composition des classes subalternes a déterminé leurs potentialités, leurs

limites, leurs formes d'organisation et leurs projets. La classe ouvrière de la Commune par exemple, formée par des artisans qui avaient une culture du travail propre et une tradition communautaire, avait des capacités d'auto-organisation bien plus grandes que celles de la phase suivante, qui avait perdu le savoir-faire et le contrôle du processus de production. Les tendances politiques de la Ire Internationale étaient liées d'une certaine manière à l'histoire de chaque pays, à la composition de ses classes subalternes et au degré de développement de l'organisation capitaliste du travail. En Russie, le niveau élevé de concentration de la classe ouvrière dans des usines modernes et la présence d'une tradition communautaire dans le très vaste monde rural ont créé les bases objectives de la révolution de 1917. Aux États-Unis, où subsiste une hiérarchisation raciste du travail salarié, la classe ouvrière blanche a pu soutenir au cours du XXe siècle des luttes syndicales extraordinaires et voter en même temps pour la droite raciste du Parti républicain.

Quelle est la composition de classe en Italie aujourd'hui ? Si nous voulons continuer à penser avec Marx, nous devons prendre acte qu'il y existe un manque de connexion entre le prolétariat et la classe, mais qu'il existe de celle-ci des traces perceptibles. Il s'agit de traces de résistances, de mouvements et de luttes dont les acteurs principaux sont caractérisés par une capacité critique majeure en ce moment : la jeunesse de par de son rôle traditionnel et parce que dans une large mesure précaire et cultivée ; les femmes de par leur tradition politique de s'affirmer de manière autonome ; les immigré(e)s parce que la dimension massive de leur exil constitue en elle-même une critique de l'impérialisme, de la destruction de l'environnement et du racisme. Notre travail s'est concentré à l'intérieur de ces articulations de la classe dans lesquelles, non pas par hasard, nous étions déjà présents : parmi les ouvriers laissés pour compte par les syndicats, les précaires dispersés, les jeunes avec un contrat précaire, le mouvement féministe et LGBTI, les batailles écologistes et les occupations d'espaces abandonnés (usines, terrains agricoles, institutions publiques, habitations, etc.). Le travail s'est développé par la suite de façon asymétrique, pas seulement en raison de la qualité et de la quantité des camarades engagés, mais aussi parce que chaque lutte exprime des besoins plus ou moins contraignants. Ainsi nous avons dû nous confronter à la force de travail immigrée quand nous intervenions dans des zones rurales du Sud, où les mafias se livrent à une exploitation sauvage. Cette intervention nous a été imposée aussi par la force du désespoir des personnes qui traversent presque quotidiennement la Méditerranée. Au-delà de tout projet élaboré, une organisation comme la nôtre ne peut pas faire moins que l'exigence éthique et politique de tendre la main.

Suivre la piste des conflits actuels dans le but d'accumuler un potentiel et des expériences ne veut pas dire pour autant ignorer le fait élémentaire que la construction de la classe n'advient pas avant que des secteurs plus forts du prolétariat, concentrés dans un même lieu de travail ou intégrés dans les centres névralgiques de la production n'entrent en scène. Mais il est néanmoins plus difficile de se construire dans cette partie de la « classe probable » en raison du poids des grandes confédérations et parce qu'un travail, aujourd'hui rare donc précieux, et une organisation syndicale à la botte du patronat obligent les travailleurs et les travailleuses à accepter des niveaux d'exploitation inimaginables jusqu'alors. Il y a eu néanmoins des luttes pour le renouvellement du contrat collectif ou contre des initiatives des divers gouvernements, mais presque aucune n'a représenté une référence pour d'autres ou produit des dynamiques de convergence.

Les résistances parmi les plus significatives de la dernière décennie ont été celles des salarié.e.s exposés au risque de se retrouver au chômage à cause des délocalisations ou de types de contrats particulièrement précaires. En ce qui concerne Telecom, Vodafone, Atesia et en général le secteur des centres d'appel, la résistance a adopté l'auto-organisation et le recours aux tribunaux du travail. Les employés de Telecom par exemple, transférés dans une société-écran et mis au chômage par la suite, se sont constitués en association pour prendre en charge les procédures judiciaires dans différentes régions du pays. Les syndicats n'ont pas soutenu ces formes de résistance ou alors dans un second temps seulement, signant des accords dont l'objectif principal semblait être avant tout la volonté de soustraire le patronat aux condamnations. La tendance de la magistrature italienne à se substituer à la lutte syndicale prend des proportions sans comparaison possible avec celles d'autres pays d'Europe occidentale.

En Italie, il n'y a donc pas seulement le problème de syndiquer les secteurs de travail subalterne sans tradition organisationnelle, mais de re-syndiquer ceux parmi lesquels il y a une présence syndicale, considérée inefficace et complice. Sur ce terrain, les expériences des jeunes générations ont précédé la réflexion des moins jeunes quant aux instruments longtemps utilisés mais rouillés aujourd'hui, comme la construction de « courants rouges » à l'intérieur de la CGIL. Sur ce terrain aussi, les habitudes du passé ne servent pas à construire le présent. Tout d'abord, la marge étroite à gauche des majorités doit être partagée avec des fragments sclérosés de la gauche révolutionnaire des années 1970, dont l'unité ne va presque jamais au-delà de l'adhésion commune à des textes ou motions lors des congrès. De plus, ces courants de gauche dans les syndicats sont souvent prisonniers d'une relation déformée avec la société réelle en raison du décalage entre la composition de classe actuelle et celle des syndiqué.e.s, majoritairement retraités.

Sans exclure que dans un contexte différent la re-syndicalisation passe aussi par la

construction de « courants rouges », nous avons dû prendre acte une fois de plus que les faits prenaient un autre cours.

Une petite victoire, mais précieuse, obtenue avec la participation de camarades de *Communia*, est la preuve que la lutte du jeune prolétariat dispersé est difficile, très difficile même, mais pas impossible. Les jeunes engagés comme stagiaires dans des secteurs de travail sous-payé dans un projet gouvernemental sont en effet très dispersés. Une lutte auto-organisée a contraint la municipalité de Rome d'augmenter de cent euros leur salaire misérable.

Mettre en relation des travailleurs atomisés en lutte, tenter des coalitions, impulser des conflits locaux, revaloriser l'arme de la grève font partie des objectifs d'une autre expérience à laquelle nous participons, la grève sociale. L'année passée, une manifestation nationale a impliqué des secteurs de jeunes précaires et des travailleurs en lutte, et nous projetons de répéter la mobilisation. Or la limite de l'expérience de la grève sociale est de n'avoir pas su garder et élargir le lien avec tous ceux qui avaient adhéré à la manifestation et participé à sa préparation. Cette limite est certainement liée à des difficultés objectives, mais aussi à une idéologie sédimentée dans certains secteurs de l'avant-garde jeune précaire. Il y a parmi eux en effet un héritage idéologique qui persiste, sous-estimant l'exigence de mettre ensemble les besoins et les attentes de différents secteurs du travail subalterne (en formation, au chômage, employé ou retraité).

Aujourd'hui il est entièrement précaire, car la stabilité est une des conquêtes perdues pendant les dernières décennies, et ce de manière accélérée encore par la crise. Mais la précarité n'est pas toujours la même. Il est plus facile de s'organiser de manière stable et d'ancrer la critique dans un contexte sur les lieux de travail et de formation à forte concentration où beaucoup vivent dans des conditions semblables.

Communia participe à la construction d'un petit syndicat de base et a aussi des relations avec les grandes confédérations, mais avec des modalités différentes de celles du passé. Nous avons adhéré à une proposition de « coalition sociale » de la FIOM, le syndicat de la métallurgie de la CGIL, sans nous faire d'illusions mais pour la simple raison que ça nous a paru juste. Cette expérience aussi nous permet de faire quelques annotations dans notre journal de bord : tout d'abord la FIOM n'a rien fait jusqu'à présent pour devenir réellement la référence d'une coalition sociale, c'est-à-dire radicaliser sa propre lutte ; puis la Coalition a produit jusqu'à présent uniquement des rencontres de groupes dirigeants de rassemblements qui poursuivent leurs activités traditionnelles sans liens entre les bases. À noter aussi l'intérêt particulier suscité lors des réunions de la Coalition par l'expérience du réseau de production créé autour de RiMaflow, l'usine récupérée.

UN EXEMPLE DE POTENTIALITÉ ET DE LIMITES

Nous sommes tout à fait conscients de la fragilité de notre travail sur lequel pèsent les risques d'évacuation, de réabsorption par le marché capitaliste et de poussées centrifuges. Nos initiatives ont de fait tendance, en raison de leur diversité, à se joindre à d'autres, similaires, pas liées à *Communia*, dont le projet politique n'est pas encore assez consistant pour représenter une référence dotée d'une force centripète suffisante. La difficulté de faire converger nos pratiques expérimentales vers un projet unique, peut se manifester aussi à l'occasion d'activités qui ont lieu sur le même thème.

Communia a, pour ne prendre qu'un exemple, hérité de l'histoire de la section italienne de la IVe Internationale la majeure partie du travail sur la question du genre : une collection de Cahiers féministes bien diffusés et avec un tirage assez élevé ; la participation à un réseau construit avec les liens politiques de la Marche mondiale des femmes ; un rôle visible dans le mouvement du Pride ; quelques collectifs féministes et queer de jeunes et actifs. Ces différentes articulations du même travail militant sont rarement capables de collaborer, d'être et d'apparaître partie prenante d'un même projet politique. La possibilité de devenir une référence et de faire affirmer un point de vue spécifique ne se concrétise pas même dans notre propre organisation. Il existe donc un certain risque de logiques centrifuges : chacune des articulations a des interlocuteurs et des raisons tactiques différentes ou subit des influences différentes en l'absence d'une réflexion commune interne. De plus il existe aussi un risque de désaffection dans un contexte dans lequel d'autres problèmes s'imposent avec une urgence dramatique. Or ni le féminisme ni les luttes LGBTI ne sont du luxe, ce sont au contraire les dynamiques déclenchées par la crise qui imposent leur relance, associée à une plus forte capacité d'adhérer au présent.

La discussion sur la façon d'utiliser un potentiel qui existe en grande partie encore, a déjà été entamée. Et pour *Communia* dans son ensemble, la possibilité d'une issue positive de l'expérience dépend en grande partie du renforcement d'un projet encore trop embryonnaire par rapport aux besoins d'une phase aux enjeux très élevés.

L'ORGANISATION POLITIQUE

Loin d'avoir pris un virage spontanéiste, nous acceptons volontiers d'être qualifiés de « mouvementistes », en précisant néanmoins que mouvements et luttes représentent pour nous une amorce seulement, les traces de la « classe probable ». Ni les bilans du passé ni d'ailleurs l'observation du présent ne nous autoriseraient à sous-estimer l'organisation politique, c'est-à-dire l'ensemble des formes d'organisation, de structures

et de projets qui permettent à la classe d'agir comme telle. La tendance à l'auto-organisation de la composition actuelle du travail subalterne se manifeste en effet sur des terrains et besoins spécifiques qui ne convergent pas spontanément en un seul et unique repère. Il est encore indispensable d'être capables de critiquer les dogmes et les mythes du capitalisme, d'ancrer la critique dans un corps social, d'élaborer un projet et d'orienter le conflit vers ce projet. Ou plutôt, maintenant plus que jamais, parce que la fluidité du prolétariat d'aujourd'hui, l'absence d'un centre visible, la diversité des besoins et des trajectoires exigent une force centripète plus grande, comme peut l'être seulement un projet organisé.

Mais le chemin n'est pas tracé d'avance. Le fait même que des contours d'organisation politique capables de représenter la cause du travail subalterne ne se forment qu'à l'intérieur des processus de reconstruction de la classe, requiert ici aussi une attitude expérimentale. Du reste aucune forme organisationnelle ne peut revendiquer un statut de principe immuable. Le mantra du parti n'a d'ailleurs jamais servi à le construire. Nous avons pu vérifier en revanche une loi à l'œuvre dans la gauche, une loi aussi sûre, presque comme une loi de la physique : plus le parti est invoqué et moins il se construit, pour la bonne et simple raison que les dynamiques réelles de formation de la classe sont vues à travers le prisme de modèles provenant d'événements d'autres contextes.

Une organisation politique ne se construit néanmoins pas par une praxis empirique, mue par le mythe aveugle de l'agir, sans conscience de l'histoire et sans mémoire. Il existe une dialectique entre passé et présent qu'il est nécessaire de comprendre. Les notions du passé et du présent ne se rapportent pas à l'histoire de la même façon qu'elles jalonnent la vie d'une personne, elles ne se comptent pas en nombre d'années. À certains moments ce qui est récent paraît lointain, et à d'autres le poids du passé paralyse le présent. Le mouvement ouvrier du siècle dernier n'est pas passé parce que le XXe siècle précède le XXIe, mais parce qu'en quelques décennies le contexte a radicalement changé. Mais changé ne signifie pas disparu, laissant la place à une génération d'extraterrestres. Il reste des strates organisées, des manières de penser, des relations humaines, des connaissances, des expériences et des passions qui empêchent de tâtonner dans le noir jusqu'au jour où un projet nouveau aura pris forme. Se laisser porter simplement par la vague des mouvements peut mener vers des chemins très différents de ceux que l'on voulait emprunter à l'origine.

Dans quelle mesure la IVe Internationale peut-elle représenter un appui et que faut-il dépasser ou conserver ? Une discussion capable d'apporter des réponses à ces demandes n'a pas encore commencé.